

**Arrêté approuvant la convention neuchâteloise
d'hospitalisation en soins physiques**

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994;

vu la loi de santé, du 6 février 1995;

vu la loi sur l'aide aux institutions de santé (LAIS), du 25 mars 1996;

vu la lettre du surveillant des prix du 2 juillet 2003, aux termes de laquelle il déclare renoncer à formuler une recommandation;

sur la proposition de la conseillère d'Etat, cheffe du Département de la justice, de la santé et de la sécurité,

arrête:

Article premier La convention neuchâteloise d'hospitalisation en soins physiques, conclue le 23 juin 2003 entre l'Association neuchâteloise des établissements pour malades et Santésuisse, valable dès le 1^{er} janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2003, est approuvée.

Art. 2 ¹Le présent arrêté, qui annule et remplace celui du 14 mars 2001, entre immédiatement en vigueur.

²Il sera publié dans la Feuille officielle.

Neuchâtel, le 7 juillet 2003

Au nom du Conseil d'Etat:

Le président,
TH. BÉGUIN

Le chancelier,
J.-M. REBER